**INTRODUCTION**

Le 16 Mai 2021, le journaliste international Yves BOURDILLON, par le biais du quotidien français ‘’Les Échos’’, déclamait les Petites et Moyennes Entreprises (PME) comme : « l’épine dorsale du décollage de l’Afrique ». Pour comprendre au mieux sa pensée et la rapprocher du raisonnement économique, il est préférable de préciser d’une part, que la locution ‘’ épine dorsale ‘’ ne représente tout simplement que la colonne vertébrale (parlant du corps humain), mais d’autre part que le décollage renvoie à l’une des cinq étapes de la croissance économique articulées par l’économiste américain Walt Whitman ROSTOW. Suivant l’étape des ‘’conditions préalables au décollage’’ et précédant celle de ‘’la

maturité’’1, le ‘’take-off’’(décollage) illustre une période où les investissements sont massifs et la croissance est entretenue. Somme toute, n’omettant pas le rôle de soutien ou de maintien qu’a la colonne vertébrale dans l’anatomie humaine, le journaliste introduit donc que promouvoir les PME est un passage obligé pour tout pays qui souhaite, à long terme, une amélioration continue des niveaux de vie de ses citoyens, par le biais d’une croissance autosuffisante et durable.

Pourtant, jusqu’en 2019, toujours selon le même quotidien, la part des PME dans le Produit Intérieur Brut (PIB) africain était estimé à 33%.

Toutefois, s’interroger sur les raisons de ce contraste dans un environnement aussi dense et diversifié que le continent africain, pourrait s’avérer éreintant. C’est pourquoi, le domaine d’étude se limitera aux frontières d’un pays de l’Afrique subsaharienne où les réalités vécues par les PME sont toutes aussi alarmantes, il s’agit entre autres du Gabon.

Il convient néanmoins, avant que d’entrer dans le vif du sujet, de définir la PME, nonobstant que ses caractéristiques diffèrent selon les pays.

Ainsi, en se référant aux propos de l'ex-Ministre 2 des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat, Monsieur Julien NKOGHE BEKALE, invité du plateau de Gabon 24 pour l'émission “Décryptage”, il en ressort la description suivante : « La petite et moyenne entreprise, si on veut la définir, c'est l'entreprise qui a une certaine taille, un effectif raisonnable de personnel, et qui fait un chiffre d’affaires de moins d'un milliard par an. » Au-delà de cette définition, nous ne devons pas omettre que la promotion de l'entrepreneuriat au Gabon a un emplacement conséquent dans le Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE). D'ailleurs, lors d'un évènement dénommé, “Les assises de l'entreprenariat et des PME/PMI’’, coorganisé, en 2018, par le Bureau de Coordination du Plan

Stratégique Gabon Emergent (BCPSGE), la Confédération Patronale Gabonaise (CPG) et la Chambre de Commerce, le Président de la CPG, Monsieur Alain Bâ OUMAR affirme :« Dans tous les pays du monde qui aspirent à l'émergence, il y a une place de choix pour les PME. »

Seulement au Gabon, ouvrir une entreprise, ou plus précisément mettre en place un projet s'avère être le début du parcours du combattant, parsemé de tribulations, En outre, cette situation sur le plan national, telle une plaie, n'est pas sans séquelles.

Qu’est-ce qui constitue donc une ou des entraves(s) au développement des PME dans l'archétype de croissance économique au Gabon ? Quelles en sont les répercussions ?

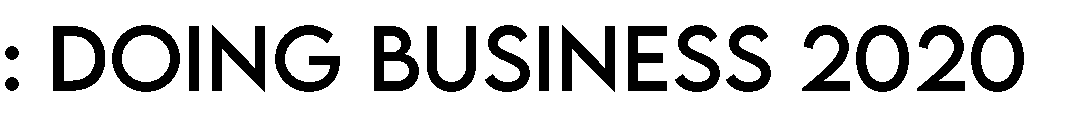
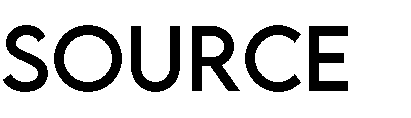
Afin de répondre au mieux à ces interrogations, nous aborderons deux principaux points à savoir les

1 Selon l’économiste Rostow, on peut distinguer cinq étapes de la croissance économique :la société traditionnelle, les conditions préalables au décollage, le décollage, la maturité et la consommation de masse. 2 M. Julien NKOGHE BEKALE a été ministre des PME/PMI du 04 mai 2018 au 23 juillet 2018, ce ministère se trouve actuellement aux mains de M. Hugues MBADINGA MADIYA.

freins à l’extension des PME au Gabon d’une part, et l’incidence de cet amoindrissement sur des points tels que la croissance économique, le taux de chômage et la fiscalité, de l’autre.

# LES ENTRAVES AU DEVELOPPEMENT DES PME

Il est utile de savoir qu’il existait3 un rapport annuel de la Banque Mondiale, à savoir Doing Business, qui évaluait et classait 190 pays selon près de 10 domaines du cycle de vie d’une entreprise tels que : la création d’entreprise, l’obtention de prêts ou encore le paiement des taxes et impôts, et bien d’autres. Ce qui est d’autant plus pertinent, c’est que Doing Business est également un indice de la facilité de faire des affaires. Ainsi, nous pouvons observer la place du Gabon dans le classement ci- dessous.



3 Le 16 septembre 2021, la Banque mondiale a annoncé l’arrêt définitif de la publication du rapport Doing business.

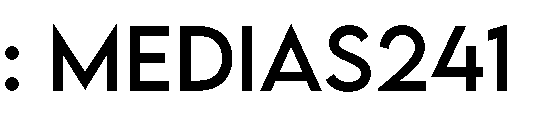
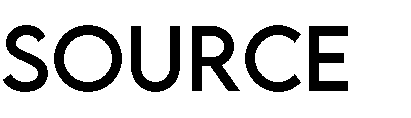
Au regard de cet extrait des données économiques de la Banque mondiale, nous acquiesçons bien que sur 190 pays, le Gabon occupe la 169 -ème place du classement, ce qui n’est pas très reluisant. Les origines de cette faiblesse sont diverses, il y a entre autres le difficile accès au financement, mais également les écueils administratifs.

# 1-L’ACCES AU FINANCEMENT

La question du financement des PME gabonaises demeure jusqu'à ce jour au cœur du Plan Stratégique Gabon Emergent. En effet, nombreuses sont les solutions apportées pour palier à ce problème, a l’instar de l’accord signé entre la Confédération Patronale Gabonaise (CPG) et le Fonds de Solidarité Africain (FSA), afin que les risques encourus par les banques gabonaises, de surcroit très réticentes à l’octroi de crédits bancaires à l’endroit de ces jeunes entrepreneurs, soient, in fine, partagés avec le FSA.

Toutefois, bien que le crédit bancaire ne soit pas le seul moyen d’acquérir des ressources, il reste toutefois indétournable au Gabon.





L’image ci-dessus présente le président de la CPG, M. Alain Bâ Oumar (à gauche), et le directeur général du FSA (à droite), Ahmadou Abdoulaye Diallo. La CPG est un acteur économique dont le rôle essentiel est de promouvoir l’entreprise gabonaise. Pourtant, cet organisme ne compte que 350

entreprises affiliées en son sein, par ailleurs, d’après le site de l’actualité gabonaise Gabon media time, le Gabon a enregistré, dans la période de juin 2020 mai 2021, près de 6951 entreprises créées. Ces chiffres ne sont significatifs que de la ‘’véritable réalité’’ présente sur le sol national. Seulement environ 5%4 (arrondissement par défaut) des entreprises créées (si elles rejoignent la CPG),

bénéficieraient de l’accord entre la CPG et le FSA, au détriment de près de 95%, laissées au banc de touche.

Ainsi, il serait donc important que le Gabon songe à la mise en place de modes de financement supplémentaires et alternatifs, tels que le ‘’crowdfunding’’5, comme l’a adopté son fraternel chérifien, à savoir le Maroc. Ce type de financement, qui comme son nom l’indique fait intervenir généralement deux acteurs majeurs : l’entrepreneur et le(s) donneur(s) de fonds, via une plateforme web spécialisée.

# 2-LES BARRIERES ADMINISTRATIVES

La mise en place de l’Agence Nationale de Promotion des Investissements (ANPI), guichet unique qui réunit les administrations nécessaires dans le processus de création d’une entreprise, a mis en lumière, un problème dont ces dernières souffrent cruellement, en particulier ces jeunes entrepreneurs qui se lancent sur le marché du travail. Il s’agit, effectivement, des tournures administratives qui

n’incitent d’aucuns, et ce majoritairement, qu’à se tourner vers le milieu informel. Toutefois, à l’ère des Nouvelles Technologies de l’Information et de la Communication (NTIC), il ne suffit pas de

‘’centraliser’’ les postes réglementaires, il faudrait également songer à réduire le temps accordé au processus de création afin de permettre à la PME de démarrer au plus vite son activité.

C’est dans ce cadre que s’inscrit le Togo, **‘’15ème mondial et 1er africain sur l’indicateur Création d’entreprises du Doing Business (DB) 2020’’**en permettant à ces entrepreneures de créer leurs entreprises en un délai moyen de 05 heures, contre 3 jours sur le territoire gabonais.

# LES CONSEQUENCES DU MALAISE DES PME

Un mal être, même s’il ne se voit pas, provoque pourtant des répercussions qui, quant à elles, passent difficilement inaperçues. C’est dans cette lancée que ne pas opter pour une stratégie visant à expanser les PME, en améliorant le climat des affaires au Gabon, met en péril des paramètres tels que la croissance économique, le taux de chômage ou encore la fiscalité.

4 Ce pourcentage est obtenu par le rapport suivant : 350 qui représente le nombre d’entreprises de la CPG, et 6951, qui quant à lui, fait référence au nombre d’entreprises créées (soit 350/6951), dans le but de déterminer la part des entrepreneurs qui pourraient bénéficier de l’accord, en considérant que certains font partie de la CPG.

5 Le terme anglais crowdfunding signifie littéralement ‘’financement par la foule’’.

# IMPACT SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET LE TAUX DE CHOMAGE

Comme énoncé plus haut, la promotion des PME est une porte par laquelle un état, doit obligatoirement passer pour une croissance soutenue et durable. Le cas échéant à cela, sur le sol gabonais, entrainerait une baisse de la croissance économique, quand on sait qu’à elles seules, c'est- à-dire les 350 entreprises de la CPG, représentent près de 85% du Produit Intérieur Brut (PIB) du Gabon.

Sous une autre optique, on se doit de souligner qu’une des limites du PIB gabonais, est qu’il ne prend pas en compte le secteur informel, qui pourtant représentait, en 2017, entre 40 et 50% du PIB du Gabon. Cette situation laisse donc à penser qu’on ne peut réellement estimer le PIB de tous les opérateurs économiques présents sur le territoire gabonais, en d’autres termes, une autre conséquence de la non expansion des PME gabonaises est une estimation biaisée du PIB ou encore une sous-évaluation de la croissance économique gabonaise.

Quant au taux de chômage, il est important de souligner, d’entrée de jeu, que le Gabon possède, selon l’Organisation Internationale du Travail, un des taux de chômage les plus élevés de l’Afrique Subsaharienne, touchant particulièrement les jeunes6. Par ailleurs, on ne doit pas oublier que la population gabonaise est majoritairement constituée de jeunes. Dans le même élan, il ne faut pas omettre que le développement de l’entrepreneuriat des jeunes est, l’une des solutions mises en place par le gouvernement gabonais, pour endiguer ce phénomène croissant qu’est le chômage.

Or, développer l’entrepreneuriat des jeunes signifie implicitement, dans une certaine analogie, promouvoir les PME, ces dernières qui constituent, selon le président de la CPG, M. Alain Bâ Oumar, « le segment de société qui crée les emplois le plus ».

On peut dès lors convenir, que si les PME gabonaises sont le catalyseur de l’employabilité au Gabon, ne pas les promouvoir entraine le spectacle alarmant dépeint par la société gabonaise : un chômage qui s’en va grandissant…

# IMPACT SUR LA FISCALITÉ

Le constat évoqué plus haut, faisant mention de la part importante qu’occupe le secteur informel dans l’économie gabonaise, laisse également des séquelles sur les recettes fiscales. En effet, étant confrontées à plusieurs obstacles dans le milieu formel, les PME se nichent donc dans le milieu informel, une situation amère pour la Direction Générale des Impôts (DGI), car sa base de données ne laisse pas apparaitre ces entreprises, compte tenu du fait que ces dernières ne sont pas immatriculées. Conséquence directe, elles ne paient pas d’impôts.

On voit donc que le malaise des PME entraine d’une part, une baisse d’impôts, et inéluctablement un manque de fiabilité quant aux données de la DGI.

6 Brice Gotoa, « Gabon : l’Office national de l’emploi va aider des jeunes chauffeurs à devenir propriétaires de

leur taxi », agence ecofin, 31 octobre 2021, [https://www.agenceecofin.com,](https://www.agenceecofin.com/) consulté le 07 décembre 2021.

# CONCLUSION

Finalement, afin de sortir de son ‘’ère pétrole’’, ou de sa dépendance aux matières premières, l’État gabonais met plusieurs perspectives en œuvre, telles que, l’amélioration du climat des affaires ou encore, la création d’agences de promotion des investissements, a l’instar de l’ANPI, et bien d’autres. Dans cet élan de diversification pour une croissance soutenue, un des moteurs sur qui porter incessamment les regards demeurent les Petites et Moyennes Entreprises, en abrégé, PME.

Au Gabon, ces dernières sont pourtant soustraites à la vue. Cela s’explique, en outre par une gangrène majeure dans leur avancée, notamment le financement de leurs projets, mais également par des obstacles administratifs, dites ‘’paperasse’’.

Cette situation alarmante ne va pas sans laisser de traces, car elle affecte entre autres le taux de chômage, qui jusque-là ne se trouve guère au beau fixe, mais aussi la croissance économique et la fiscalité gabonaises.

Toutefois, ce marasme serait d’autant plus criant compte tenu du contexte actuel que traverse le monde, à savoir la pandémie de Covid 19. Quelles sont donc les conséquences subséquentes à cette pandémie dans la promotion des PME au Gabon ?

# BIBLIOGRAPHIE

* Yves Bourdillon, « Le financement des PME, clé du décollage de l'Afrique », Les Echos, 16mai 2021, [https://www.lesechos.fr,](https://www.lesechos.fr/) consulté le 07 décembre 2021.
* « Les étapes de la croissance économique », le politiste, [https://le-politiste.com,](https://le-politiste.com/) consulté le 06 décembre 2021.

-Sandrine Gaingne, « Le Fonds de solidarité africain (FSA) ouvre une ligne de garantie de 60 milliards FCFA pour les PME gabonaises », agence ecofin, 10 octobre 2021, [https://www.agenceecofin.com,](https://www.agenceecofin.com/) consulté le 07 décembre 2021.

-Lise Gloria Bivigou, « Gabon : plus de 60% des entreprises créées par des jeunes entre 2020 et 2021 », Gabon Media Time, 03 aout 2021, [https://www.gabonmediatime.com,](https://www.gabonmediatime.com/) consulté le 07

décembre 2021.

* « Réformes relatives à la création d’entreprise », Togo First, [https://www.togofirst.com,](https://www.togofirst.com/) consulté le 28 novembre 2021.